

Anne Genetet : « Ne rien faire serait mettre en danger nos élèves et, au-delà, l'avenir de notre pays »

INTERVIEW. La ministre de l'Éducation nationale s'inscrit dans les pas de ses prédécesseurs depuis 2017 et dit vouloir « remettre l'ascenseur scolaire en marche ».

Propos recueillis par [Claire Lefebvre](#) et [Mathilde Siraud](#)

Publié le 17/11/2024 à 09h08

Anne Genetet est totalement inconnue du grand public. Cette députée macroniste, élue pour la première fois en 2017, a été propulsée au ministère de l'Éducation nationale à la surprise générale, au sein du gouvernement de Michel Barnier, le 21 septembre. Sa nomination a suscité nombre de commentaires et d'interrogations, puisqu'elle n'avait auparavant jamais travaillé sur les enjeux scolaires. Une fraîcheur qui lui permet d'aborder ses dossiers et ses interlocuteurs sans arrière-pensées, argue-t-elle quand elle reçoit *Le Point* sous les dorures de son bureau de la rue de Grenelle, ce jeudi 14 novembre.

Cette docteure en médecine, qui a passé une grande partie de sa vie à l'étranger (elle est élue des Français établis hors de France, sa circonscription comprend l'Europe de l'Est, la Russie, l'Asie et l'Océanie), cherche donc à se faire connaître et à convaincre de



sa capacité à agir pour améliorer le niveau des élèves et redonner son lustre à la promesse républicaine. Cette semaine, elle a annoncé « l'acte II du choc des savoirs », dans la continuité du plan qu'avait présenté Gabriel Attal lorsqu'il occupait ces fonctions, en décembre 2023. L'obtention du brevet des collèges devient obligatoire pour intégrer le lycée, les « groupes de besoin » sont étendus aux classes de 4^e et de 3^e et, au bac, une épreuve anticipée de mathématiques est créée pour tous les élèves de première générale et technologique.

La ministre a également promis 750 postes supplémentaires de CPE et de surveillants dans les écoles pour tenter d'éradiquer la violence. Les agressions entre élèves ou envers les professeurs, dont elle reçoit le bilan chaque jour, ont en effet été multipliées par trois en trois ans. Cette mère de quatre garçons, optimiste de nature, ne minimise pas les difficultés. Elle ne méconnaît pas non plus la précarité de sa situation à ce poste, compte tenu de la fragilité politique de l'équipe Barnier.

« *Je ne suis pas le clone de Gabriel Attal.* »

Si elle assume et revendique sa proximité avec Gabriel Attal – l'ancien Premier ministre a poussé son nom au moment de la formation du gouvernement –, elle dit vouloir apporter sa propre vision de l'institution et sa patte. « Nous avons une appartenance politique commune. Mais je ne suis pas son clone et nous ne fonctionnons pas de la même manière », nous dit-elle, en présence néanmoins de deux anciens conseillers de Gabriel Attal



qu'elle a intégrés à son cabinet. D'ailleurs, ce ne sont pas deux, mais bien quatre membres de son équipe qui assisteront à notre entretien !



Anne Genetet entourée de ses conseillers lors de notre entretien au ministère de l'Éducation. © Élodie Gregoire

Alors que le budget 2025 prévoit la suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale, une mesure très impopulaire, Anne Genetet espère un infléchissement du texte lors de son examen au Sénat. L'élue s'est entretenue la semaine dernière avec Michel Barnier en tête-à-tête, et avec Emmanuel Macron le 13 novembre.



Il est connu de tous que le président de la République a accueilli fraîchement sa nomination. Elle a aussi rencontré par hasard Nicolas Sarkozy en quittant le plateau de BFMTV où elle venait justement d'exprimer son désaccord avec lui sur le temps de travail des professeurs... L'ancien président lui a fait savoir au passage que sa fille Giulia était scolarisée dans le privé, compte tenu de l'état de l'école publique.

Pas de quoi désarçonner la sexagénaire, qui affirme n'avoir aucune leçon à recevoir. Surtout pas de la « gauche NFP » qui ne fait que « réclamer des moyens supplémentaires » et de l'extrême droite qui défend « une école où l'on ferait réussir quelques-uns plutôt que de viser l'excellence pour tous ». Leurs représentants « n'aiment pas l'école de la République », accuse-t-elle. Entretien.

Le Point : Les évaluations nationales montrent pour la deuxième année consécutive une baisse de niveau que vous avez qualifiée « d'inquiétante », notamment pour les élèves de 4^e. De fait, avec une perte moyenne de 2 points, les meilleurs élèves sont moins nombreux. Quant aux moins performants, ils sont plus nombreux. Comment l'expliquer ?

Anne Genetet : Je vais être très franche : il y a des difficultés mais il n'y a pas de fatalité. En primaire, le niveau progresse mais il stagne au collège pour les élèves qui n'ont pas bénéficié des dispositifs mis en place depuis 2017 [école obligatoire dès 3 ans ; dédoublement des classes de maternelle, CP et CE1 dans les



quartiers défavorisés ; formation continue des professeurs à travers les plans mathématiques et français... NDLR]. C'est pour cela qu'il faut mettre le paquet et que j'ai annoncé des groupes de besoin aux classes de 4^e et de 3^e, le doublement du dispositif « devoirs faits » pour que 800 000 élèves de 4^e et de 3^e puissent en bénéficier, ou encore le caractère obligatoire de l'obtention du brevet pour intégrer directement la classe de seconde. Avec ces mesures, je me bats pour remettre l'ascenseur scolaire en marche.

En quoi le brevet obligatoire peut-il y contribuer ?

Je veux rétablir la valeur du diplôme. En rendant le brevet obligatoire, je le rends motivant pour les élèves. Il y a désormais un vrai enjeu à le réussir : passer en seconde. Mais cette réforme ne se limite pas au brevet obligatoire, les élèves qui n'auront pas réussi l'examen pourront bénéficier d'un dispositif adapté qui leur permettra d'être remis à niveau avant de rejoindre une classe de seconde. Alors que ces élèves étaient dans un parcours d'échec en trois ans, je les fais rentrer dans un parcours de réussite en quatre ans. Je préfère la réussite en quatre que l'échec en trois !

Autre résultat inquiétant des évaluations nationales : l'écart de niveau entre les filles et les garçons en maths. Cela commence dès le CP, et se poursuit tout au long de la scolarité. Comment l'expliquer, et surtout comment y remédier ?

Je crois que nous devons tous, en tant que parents, professeurs, en





tant qu'institution, nous interroger sur nos manières d'interagir avec les enfants sur ce sujet. Des études ont montré que l'idée selon laquelle il y aurait des filières et des métiers pour filles et d'autres pour les garçons est encore très fortement ancrée dans les têtes. Or c'est évidemment faux. Les mathématiques et les sciences de l'ingénieur, la technologie, c'est pour tout le monde ! Il est essentiel de briser cette idée reçue, car avec la montée des enjeux liés à la cybersécurité, l'intelligence artificielle, la robotique, l'aérospatial, nous avons besoin d'ingénieurs et plus largement de scientifiques. Je rappelle que parmi les premiers ingénieurs de la Nasa, il y avait de nombreuses femmes qui ont écrit l'histoire ! Nous devons redevenir une grande Nation des mathématiques et les femmes y ont toute leur place.

Pourquoi cette épreuve anticipée de mathématiques en première ? N'est-ce pas un peu tard pour vouloir réconcilier les enfants et les mathématiques ?

Au contraire ! Tous les élèves qui arrivent en première générale ou technologique ont suivi depuis la maternelle le même programme de mathématiques, comme en français. Le but de cette épreuve est de valider leur niveau, comme on le fait pour le français, ce qui n'était pas fait jusqu'à présent.

Les groupes de niveau se feront, dites-vous, avec des moyens supplémentaires, que vous estimez à environ un millier de postes. Comment peut-on supprimer 4 000 postes d'un côté, comme le prévoit actuellement le budget



2025, et miser sur la création de 1 000 postes de l'autre ?

La baisse démographique est majeure. Dans les classes, on a perdu 100 000 élèves cette année. On en perdra encore 100 000 l'année prochaine. Sur dix ans, de 2017 à 2027, cela représentera 750 000 élèves de moins dans nos classes. C'est normal qu'il y ait des ajustements. Mais cela touche pour l'instant très peu le second degré, qui est à l'inverse confronté à des difficultés liées à l'attractivité du métier. C'est un autre chantier sur lequel il faut continuer à travailler. Et puis, il y a l'amélioration des conditions de travail, car le métier de professeur reste difficile et demande beaucoup d'engagement.

Contrairement à ce que dit Nicolas Sarkozy, selon qui « les professeurs des écoles ne travaillent que six mois par an et 24 heures par semaine »...

Nous n'avons pas dû rencontrer les mêmes professeurs... Moi qui suis sur le terrain quotidiennement, je n'ai pas vu cela, bien au contraire. Ce que je souhaite, c'est que la Nation tout entière soutienne nos professeurs. Leur mission est vitale pour notre société, ils méritent la reconnaissance de tous.

Pourquoi ne pas avoir attendu le résultat des évaluations de ces groupes de besoins en 6^e et 5^e avant de mettre en œuvre ceux de 4^e et 3^e ?



Quand je vois les résultats de la France dans le classement Pisa ou aux évaluations nationales, que 30 % des élèves de cm2 ne sont pas fluides en lecture, que le niveau baisse en 4^e, que l'écart entre les filles et les garçons se creuse en mathématiques, je me dis qu'il faut agir vite et pour tout le monde. Parce que c'est la promesse de l'école républicaine. Ne rien faire serait mettre en danger nos élèves et, au-delà, l'avenir de notre pays.

Le Code de l'éducation a changé tous les huit jours en moyenne depuis 2017. Les professeurs expriment souvent leur ras-le-bol quant à des règles qui changent en permanence. Ne faudrait-il pas calmer le rythme des réformes ?

Les codes, les normes évoluent et ce n'est pas propre à l'éducation ! Quand je vois les résultats encourageants en primaire et à l'entrée en 6^e, je me dis qu'on a eu raison de le faire ! L'école, c'est le pays de demain. C'est pourquoi il faut mettre les moyens, le maximum d'attention. On a peut-être beaucoup changé les choses, mais c'était au bénéfice de notre école et surtout de nos élèves.

La valse des ministres a aussi exaspéré votre administration et contribué à faire perdre du temps d'action utile. Vous êtes la cinquième ministre à ce poste depuis 2022...

La cohérence politique depuis 2017 est claire. Tout ce qui a été mis





en place s'inscrit dans la vision du président de la République, celle d'une école juste et efficace, qui émancipe. On peut avoir connu divers ministres, mais la politique conduite présente, au contraire, beaucoup de cohérence. Chacun apporte sa vision. J'apporte la mienne avec ces mesures.

« L'école aussi a des ennemis : beaucoup souhaitent lui mettre une cible dans le dos. »

Quelles leçons l'institution scolaire a-t-elle tirées de l'assassinat de Samuel Paty, de celui de Dominique Bernard, et même des menaces à l'encontre de ce proviseur du lycée Maurice-Ravel à Paris ?

Ce procès doit nous rappeler que ce fut un assassinat terroriste et un drame effroyable, que notre modèle de laïcité est sans cesse menacé, qu'il a des ennemis. L'école aussi a des ennemis : beaucoup souhaitent lui mettre une cible dans le dos. Il y a à l'Éducation nationale un avant et un après Samuel Paty : le pas de vague, c'est terminé. On forme nos personnels aux enjeux de laïcité et aux valeurs de la République, on a des référents, des équipes « valeurs de la République » dans chaque académie qui se déplacent dès qu'il y a un incident, pour ne plus rien laisser passer. Au vu du nombre d'incidents qui remontent, on se dit que les mentalités sont en train de bouger, avec une véritable libération de la parole. Et sur le plan juridique, la protection fonctionnelle en cas de menace de nos personnels est systématique.





Malgré ces mesures, six chefs d'établissement sur dix ont été menacés par des parents d'élèves l'année dernière. Le risque n'est-il pas de voir progresser l'autocensure – déjà importante dans certains établissements – des équipes éducatives ?

C'est pour cela que je voudrais aller plus loin en proposant un dépôt de plainte de l'Éducation nationale pour le compte des professeurs qui le souhaitent. Je souhaite enfin mettre en place dans chaque département un pôle de soutien et d'accompagnement aux personnels victimes de violences, qui apportera soutien psychologique et administratif. Un « référent climat scolaire » sera en outre désigné dans chaque département pour permettre aux personnels de parler, sans être jugés mais aussi d'obtenir de l'aide s'ils en ont besoin, comme on le fait pour les élèves avec le harcèlement. C'est tout un plan « protéger, apaiser et responsabiliser » que je mets en œuvre pour lutter contre l'autocensure et garantir un climat scolaire propice aux apprentissages.

La pause numérique, elle, sera déployée partout, disait votre ministre délégué Alexandre Portier à la rentrée ?

La loi de 2018 interdit déjà l'usage du portable. L'enjeu aujourd'hui est de la faire respecter partout. Nous ne reculerons pas. Divers moyens sont possibles, un casier à l'entrée de la salle de classe par exemple. Les 750 renforts de surveillants et de CPE que j'ai annoncés pour les établissements les plus difficiles aideront aussi à



faire respecter la loi. Je fais confiance au terrain et aux chefs d'établissement.

« Quel est le projet de l'extrême droite pour l'école ? Une école où on discriminerait certaines parties de la population, où l'on ferait réussir quelques-uns plutôt que de viser l'excellence pour tous. »

Quelques jours avant d'être nommée au sein du gouvernement Barnier, vous pointiez les difficultés, en tant que macroniste, à travailler avec la droite. Malgré le « socle commun », cela n'a pas beaucoup changé...

Nous sommes dans un climat politique particulier où les extrêmes sont très bruyants. Je me suis engagée en politique pour lutter contre l'extrême droite et parce que je voulais pouvoir regarder mes enfants et mes petits-enfants dans les yeux en leur disant que je me suis battue pour l'avenir du pays. Quand je regarde de l'autre côté de l'Atlantique, avec l'élection d'un président qui défend une vision décliniste, populiste et complotiste, et qui ne nommera même pas de ministre à l'Éducation, cela interroge sur le modèle de société que nous voulons. Seule l'école peut lutter contre les discours complotistes, déclinistes. Faire réussir l'école c'est faire triompher la République. Nous n'avons pas le choix : il faut que ce gouvernement puisse fonctionner et réussir !

Vous aviez exprimé des réserves quant au profil de Bruno Retailleau par exemple...





Avec Bruno Retailleau, nous travaillons très bien ensemble, notamment sur la sécurisation du chemin de l'école. L'école, c'est le premier vecteur d'intégration républicaine pour les élèves qui arrivent, notamment de l'étranger. Cela n'aura échappé à personne : nous avons des sensibilités politiques différentes, mais nous sommes capables de se parler et de travailler ensemble au service du pays.

En 2027, il faut un seul candidat de la droite et du centre, comme le souhaite Michel Barnier ?

Nous verrons. Mais je pose la question : qui porte un projet pour l'école ? Qui a des propositions qui répondent à la promesse républicaine ? Nous n'avons aucune leçon à recevoir de la gauche NFP. Ils réclament des moyens supplémentaires, mais c'est nous qui avons augmenté le budget de l'Éducation nationale de 14 milliards d'euros depuis 2017, c'est nous qui avons augmenté de 260 euros nets par mois les salaires des professeurs depuis 2022. C'est nous qui travaillons pour le respect de l'autorité du professeur, sur les méthodes pédagogiques, les programmes, et c'est nous qui portons l'ambition d'élever le niveau de tous les élèves. Ce sont des actions ambitieuses et concrètes qui m'intéressent plus que 2027. Quant à l'extrême droite, quel est son projet pour l'école ? Une école où l'on ferait réussir quelques-uns plutôt que de viser l'excellence pour tous. Voilà le projet de tous ceux qui, au fond, n'aiment pas l'école de la République. Le gouvernement agit dès maintenant pour l'avenir de tous nos enfants.

